



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Discours du 1er mai 2026 à Sion
Bruna Campanello, membre du comité directeur du syndicat Unia

Défendre les emplois et les salaires – non au repli sur soi !

(Le texte prononcé fait foi)

Le 1er mai symbolise notre force collective, la force des travailleuses et des travailleurs. Il incarne la lutte pour la dignité, pour la justice sociale, pour des conditions de travail que nous méritons toutes et tous. Nous sommes ici aujourd'hui parce que nous savons que rien ne nous a été donné : aucun droit, aucune protection, aucun progrès.

Toutes nos conquêtes ont été arrachées grâce à notre unité et à nos luttes. Notre solidarité et notre organisation syndicale dans les entreprises et dans la rue sont à l'origine de toutes nos victoires. C'est la seule façon de construire le progrès social dans ce pays.

Nous subissons des attaques incessantes contre nos conditions de vie et de travail. Le Parlement, dominé par la droite, s'emploie à faire baisser les salaires, à détériorer les conditions de travail et à démanteler la protection sociale. Ces parlementaires de droite veulent nous faire travailler plus dans des conditions moins bonnes.

Dans le même temps, les charges augmentent. Les primes d'assurance maladie augmentent. Le coût de la vie augmente. Tandis que les salaires, les rentes et les services publics subissent de fortes pressions dans la santé, l'éducation et les transports publics. Cela signifie : travailler plus, payer plus – et pourtant avoir moins. Moins d'argent, moins de temps.

Ce n'est pas un hasard. Il s'agit d'une attaque coordonnée contre les travailleuses et les travailleurs – au profit de salaires plus bas, d'une plus grande flexibilité, de retraites moins élevées et d'une couverture sociale réduite.

Nous avons vu ici, en Valais, ce que cela signifie concrètement. Lors des négociations salariales de l'automne dernier, certaines associations patronales ont refusé toute augmentation et ont rompu les négociations. Oui, elles ont rompu les négociations.

Et pourquoi ? Parce que les travailleuses et les travailleurs se sont organisés. Parce qu'ils se sont défendus. Parce qu'ils sont descendus dans la rue en osant exiger de meilleurs salaires.

Cela trahit leur véritable intention : bloquer les accords, bloquer toute valorisation de vos conditions de travail. C'est un manque de respect envers vous toutes et tous. Dans le but de semer la peur et d'attaquer votre solidarité et notre engagement syndical.

C'est précisément dans cette logique qu'il faut considérer la soi-disant « initiative pour la durabilité » de l'UDC, sur laquelle nous voterons le 14 juin. Car il ne s'agit pas d'un projet isolé. Elle s'inscrit dans le cadre de ces attaques politiques contre nos salaires et nos droits.

Cette initiative n'a rien de « durable ». Elle poursuit un seul objectif : limiter l'immigration, quelles qu'en soient les conséquences : insécurité économique, baisse des salaires, discorde et division. Elle s'appuie en outre sur des peurs attisées de manière consciente et méthodique depuis longtemps par l'UDC.

Elle veut supprimer la libre-circulation des personnes avec l'Union européenne dès que le plafond fixé arbitrairement sera dépassé. Elle s'attaque ainsi directement au système qui protège aujourd'hui nos salaires et nos conditions de travail. Les mesures d'accompagnement pour lesquelles nous nous sommes battus.

Cette initiative prétend résoudre des problèmes. Elle promet protection et durabilité, mais n'apporterait que de l'insécurité et du chaos.

C'est pourquoi nous devons prononcer son vrai nom : l'initiative du chaos.

Cette initiative ne résout aucun problème. Elle apporterait seulement le chaos parmi tous les travailleuses et travailleurs en mettant K.O. leur emploi, leurs salaires et leurs droits.

Au lieu de s'attaquer aux causes, on présente un bouc émissaire. On dit que la « barque est pleine ». On nous dit que nous devons nous protéger. Mais de qui devons-nous nous protéger ? De celles et ceux qui travaillent, celles et ceux qui ont fait la richesse de la Suisse ? C'est le monde à l'envers !

La réalité est claire : en Suisse et en Valais, la migration a toujours répondu aux besoins de l'économie depuis le tunnel du Simplon jusqu'aux grands barrages. La grande majorité des personnes viennent ici pour travailler, parce qu'on a besoin d'elles. La Suisse est un pays d'immigration qui vit de la migration.

Chers collègues, si la Suisse se considérait comme un pays d'immigration, il serait tout simplement impossible de désigner les migrantes comme des boucs émissaires et comme la cause de la hausse des loyers, des embouteillages et de bien d'autres maux.

Camarades, même en cas de « oui » à l'initiative du chaos, des personnes continueront de venir travailler en Suisse, à la différence qu'elles auront nettement moins de protection et moins de droits. Et ce ne sont pas seulement les migrantes et les migrants qui auront moins de protection, moins de droits et des salaires plus bas. L'initiative du chaos va bien plus loin : l'ensemble des travailleuses et des travailleurs auront moins de protection et de droits, qu'ils soient nés ici, qu'ils aient grandi ici ou qu'ils soient venus ici.

Notre histoire récente montre où mène une politique qui traite les gens différemment. Le statut de saisonnier a signifié moins de droits et moins de protection pour une partie des salariés. Il en a résulté du dumping salarial, des abus et une pression sur tout le monde. Le statut de saisonnier a divisé les travailleuses et les travailleurs en deux groupes. Il les a souvent désolidarisés et affaiblis. La leçon à en tirer est claire : ce n'est pas moins de droits qui est la solution, mais des droits meilleurs et égaux pour toutes et tous.

C'est précisément pour cette raison que nous disposons aujourd'hui d'un système qui fonctionne. La libre circulation des personnes ne fonctionne qu'avec des mécanismes de protection clairs. Les mesures d'accompagnement garantissent le contrôle des salaires, la lutte contre la sous-enchère et l'égalité salariale pour un travail égal réalisé au même endroit. Cela assure protection, équité et stabilité.

L'initiative du chaos veut supprimer à terme ces protections !

En même temps, cette initiative ne résout aucun des vrais problèmes. Elle ne fait pas baisser les loyers. Elle ne fait pas baisser les primes d'assurance maladie. Elle n'améliore pas les conditions de travail. Et plus que tout, elle ment au peuple suisse car elle ne dit pas qui fera le travail du million de personnes qui partiront à la retraite ces dix prochaines années. Au contraire : elle détourne l'attention et déplace le débat des causes des problèmes en stigmatisant les personnes. C'est extrêmement dangereux.

Car si nous commençons à croire que c'est notre collègue à côté de nous qui est le problème, nous cessons de nommer les véritables causes. Nous cessons alors de faire pression là où cela serait nécessaire. Nous nous affaiblissons nous-mêmes.

Les solutions sont sur la table. Nous savons ce qu'il faut faire. Nous avons besoin de bonnes conventions collectives de travail, appliquées de manière cohérente. Nous avons besoin de contrôles efficaces contre le dumping salarial et de sanctions contre les tricheurs. Nous avons besoin de plus de logements abordables au lieu de profits toujours plus élevés dans le secteur immobilier. Nous avons besoin d'un véritable allègement des primes d'assurance maladie. Et nous avons besoin de conditions de travail qui ne nous rendent pas malades.

Ce ne sont pas des revendications utopiques. Ce sont des mesures concrètes. Et nous nous battons pour elles.

Je voudrais ici souligner une contradiction scandaleuse : ce sont précisément les forces qui bloquent ces améliorations depuis des années qui se présentent comme les sauveurs avec l'initiative du chaos.

Une chose est claire : les bons salaires ne tombent pas du ciel. Les conditions de travail équitables ne tombent pas du ciel. Elles naissent lorsque nous nous organisons, lorsque nous faisons preuve de solidarité et lorsque nous agissons ensemble. Si tout le monde a les mêmes droits, personne ne peut être exploité.

En fin de compte, il s'agit d'un choix de principe : voulons-nous une société fondée sur la peur et la ségrégation – ou une société qui mise sur la cohésion et la solidarité ?

Cette initiative représente la mauvaise voie. Elle propose des réponses simplistes, mais aucune solution. Elle divise au lieu d'unir, et elle affaiblit ce qui nous protège.

Le 1er mai nous rappelle que le progrès est possible – mais seulement ensemble.
La solidarité est notre force.

C'est pourquoi la marche à suivre est claire. Nous nous opposerons avec détermination à la diffusion de fausses vérités. Nous ne cesserons de rappeler les véritables enjeux. Et nous l'affirmerons clairement : cette initiative du chaos ne protège personne à part celles et ceux qui

veulent faire du profit sur le dos des travailleuses et des travailleurs en les divisant. Nous ne les laisserons pas faire.

Perché la nostra forza non sta nell'isolamento. La più grande forza nella lotta che stiamo vivendo è la nostra unità. Uniti siamo forti.